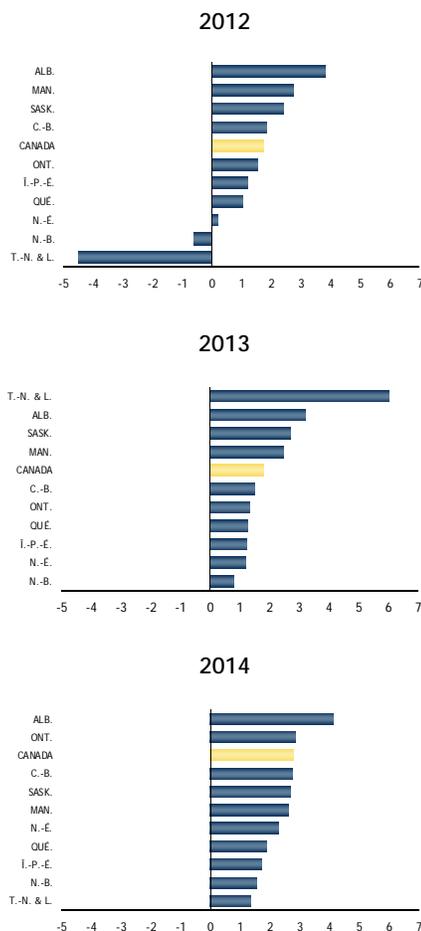


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Septembre 2013

Croissance du PIB reel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

Une fin d'année plus robuste prévue pour 2013

- Le développement économique de nombreuses provinces s'est révélé décevant au premier semestre.
- Des facteurs temporaires ont contribué à ralentir la croissance de plusieurs provinces en milieu d'année.
- Nous prévoyons d'ici la fin de 2013 une reprise de l'activité qui permettra à la plupart des provinces de finir 2013 à des niveaux globalement similaires à ceux de 2012.
- Nous avons apporté de légères modifications, surtout à la baisse, à nos prévisions pour 2013 et 2014.
- Malgré ces changements, notre scénario de base reste le même : les provinces riches en ressources naturelles domineront au chapitre de la croissance du PIB réel cette année, comme elles le font depuis trois ans.
- Notre classement des taux de croissance place Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba au-dessus de la moyenne nationale en 2013.
- Et nous continuons de prévoir pour la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick un rythme d'expansion inférieur à la moyenne nationale.

Des résultats peu convaincants minés par des facteurs temporaires au premier semestre

Les signes timides observés plus tôt cette année d'une croissance économique des provinces – et en particulier la concrétisation tant attendue de la reprise des exportations – n'ont su prendre de l'ampleur récemment. Bien que décevant, ce manque d'accélération économique des provinces au milieu de l'année a surtout été attribuable à des facteurs temporaires ayant perturbé l'activité ou pesé sur la confiance. Soulignons entre autres les préoccupations antérieures relatives à la « bulle des sables bitumineux », d'importantes réductions des dépenses publiques et hausses d'impôt aux États-Unis, la flambée des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, l'essoufflement du marché de l'habitation au Canada, les pires inondations de mémoire récente dans le sud de l'Alberta, et une grève de la construction majeure au Québec. Comme la plupart de ces facteurs temporaires ne sont désormais plus des obstacles, nous continuons de prévoir une accélération généralisée de la croissance au pays d'ici la fin de 2013 et en 2014.

La plupart des provinces devraient connaître une croissance similaire à celle de l'an dernier

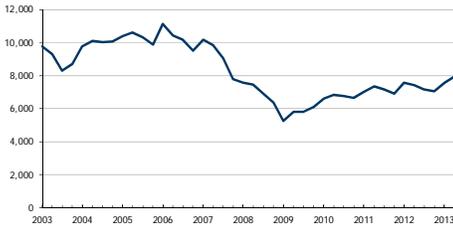
Quand 2013 prendra fin, la plupart des provinces afficheront selon nous une croissance du PIB réel assez semblable à celle de 2012. Nous prévoyons une croissance un peu plus rapide pour certaines provinces (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec et Saskatchewan), un peu plus lente pour d'autres (Colombie-Britannique, Ontario, Manitoba et Alberta) et une croissance stable pour l'Île-du-Prince-Édouard. Terre-Neuve-et-Labrador sera la seule exception. Le redémarrage des installations pétrolières extracôtières, après une interruption à des fins d'entretien l'an dernier, entraînera une forte hausse de la production, d'un recul estimé à 4,5 % en 2012 à un gain de 6,0 % en 2013.

Le scénario de base reste inchangé : les provinces riches en ressources naturelles domineront

Les révisions apportées à nos prévisions dans ce numéro de *Perspectives provinciales* sont pour la plupart modestes et presque exclusivement à la baisse. Notre seule révision à la hausse du PIB réel pour 2013 vise l'Alberta, car elle reflète l'augmentation prévue des dépenses de reconstruction, réparation et remplacement liées aux inondations. Aucun des changements que nous avons apportés ne modifie notre opinion selon laquelle les provinces riches en ressources naturelles continueront de dominer le classement des taux de croissance en 2013. Terre-Neuve-et-Labrador se classera en tête, suivie de l'Alberta (3,2 %), de la Saskatchewan (2,7 %) et du Manitoba (2,5 %). Toutes les autres provinces devraient selon nous se situer sous la moyenne nationale de 1,8 %.

Production de bois d'œuvre résineux en Colombie-Britannique

Milliers de mètres cubes, trimestriels



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Commerce de détail en Colombie-Britannique

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	2,8	1,8	1,5	2,7
Emploi	0,8	1,7	0,2	1,4
Taux de chômage (%)	7,5	6,7	6,7	6,5
Ventes au détail	3,2	1,9	2,1	4,1
Mises en chantier (unités)	26 400	27 465	26 500	23 500
Indice des prix à la consommation	2,3	1,1	0,0	1,4

Robert Hogue
Économiste principal

Une croissance encore inégale

Jusqu'à maintenant cette année, les différents secteurs d'activité de la Colombie-Britannique ont continué d'afficher une croissance inégale ; cependant, les progrès des secteurs d'exportation et les récents signes de reprise dans le marché du logement augurent d'une période de croissance plus robuste. La morosité qui mine depuis le début de l'année le marché du travail, les placements immobiliers et les dépenses de consommation devrait selon nous ralentir la croissance du PIB réel à 1,5 % en 2013, par rapport à une estimation de 1,8 % pour 2012. Compte tenu de la hausse de la demande extérieure à l'égard des ressources naturelles de la province, des autres biens et services qui stimuleront l'activité intérieure de façon plus généralisée l'an prochain, et de la hausse graduelle des dépenses liées à de grands projets, nous prévoyons une réaccélération de la croissance à 2,7 % en 2014.

Des signes contradictoires : les exportations continuent de croître...

Les indicateurs économiques ont envoyé des messages contradictoires sur l'état de l'économie de la Colombie-Britannique dans la première moitié de 2013. Sur le plan positif, le secteur des exportations a réalisé des progrès appréciables. Les exportations de marchandises ont augmenté de presque 5 % sur un an lors des sept premiers mois de 2013, surpassant la hausse des importations (3,5 %). Le redressement du secteur de la construction résidentielle aux États-Unis alimente la demande visant les produits de construction de la province, tandis que de nouvelles percées sont réalisées sur le marché chinois. Les exportations de produits du bois ont fait un bond remarquable de 29 %, sous l'influence de ventes robustes aux États-Unis (+51 %) et en Chine (+31 %), même si cette hausse est en partie attribuable à une forte augmentation du prix du bois d'œuvre résineux. Les exportations de métaux, de machinerie, d'équipement, de gaz naturel, d'électricité et de divers produits alimentaires ont aussi augmenté. Grâce à des ventes accrues à l'étranger, le secteur des ressources naturelles a poursuivi sa reprise. Des gains de production sensibles ont été réalisés à l'égard du bois d'œuvre résineux, du charbon, du cuivre, de l'or, de l'argent et du gaz naturel sur un an.

...alors que les consommateurs sont moins portés à dépenser...

Sur le plan négatif, le marché du travail fait du surplace dans la province depuis un an. De fait, la création nette d'emplois a été nulle de l'été 2012 à l'été 2013. De légers reculs de l'emploi dans les secteurs privé et public ont à peine été compensés par une modeste hausse du travail indépendant. L'assombrissement des perspectives d'emploi a rendu les consommateurs de la Colombie-Britannique moins disposés à dépenser. Ils ont acheté plus de véhicules automobiles, mais c'est à peu près tout. Dans l'ensemble, les ventes au détail ont stagné dans la province au premier semestre de 2013. Les dépenses des ménages devraient, par conséquent, n'avoir que très peu contribué à la croissance jusqu'à maintenant cette année.

...et que l'investissement résidentiel se ralentit

L'investissement résidentiel est toutefois ce qui a pesé le plus lourdement sur la performance économique de la province à ce jour. Les mises en chantier ont considérablement ralenti au cours des cinq premiers mois de l'année, de sorte que le nombre d'unités en construction affichait au deuxième trimestre une baisse de plus de 7 % sur un an. Les activités de revente n'ayant commencé à se redresser que récemment après deux ans de repli, l'investissement résidentiel a trébuché de plus de 2 % au premier semestre de 2013.

Le secteur du logement se redresse toutefois déjà

La bonne nouvelle est que le secteur du logement de la Colombie-Britannique a déjà commencé à se redresser. Les reventes et les mises en chantier ont rebondi de belle façon cet été. Nous prévoyons d'autres améliorations au cours des prochains mois et prochains trimestres par rapport aux creux atteints plus tôt cette année ; cependant, la récente décélération démographique et le nombre très élevé de logements achevés et non occupés à Vancouver, un sommet jamais vu depuis plusieurs années, limiteront la croissance des nouvelles constructions dans la province à court terme.

Une économie vigoureuse face à l'adversité

Même les pires inondations de mémoire récente dans le sud de la province en juin, notamment à Calgary, n'ont pu freiner l'économie albertaine. En fait, compte tenu de la méthode de calcul du PIB réel, il est probable qu'au bout du compte, les inondations stimulent la croissance. Le fort dynamisme économique observé précédemment en Alberta a de fait ralenti pendant et immédiatement après les inondations ; cependant, les travaux subséquents de reconstruction et de réparation, de même que le remplacement des propriétés endommagées, compenseront largement cette baisse. Nous avons révisé en légère hausse nos prévisions de croissance du PIB réel pour 2013, de 3,0 % à 3,2 %, pour tenir compte de l'effet des inondations sur les statistiques. Nous prévoyons une accélération de la croissance l'an prochain, à 4,1 %, grâce notamment à une hausse des dépenses d'investissement dans les sables bitumineux.

Paradoxalement, les inondations de juin stimuleront le PIB réel

L'événement le plus important à avoir influencé l'Alberta depuis le dernier numéro de *Perspectives provinciales*, publié le 19 juin, a été les inondations qui ont nécessité des évacuations majeures à Calgary et dans d'autres communautés du sud de l'Alberta à partir du 20 juin. On estime que les inondations ont conduit au déplacement d'environ 100 000 personnes, et provoqué des interruptions de production dans les secteurs pétrolier et manufacturier, des fermetures temporaires dans le secteur des pipelines et une perte de trafic touristique, parmi plusieurs autres répercussions économiques négatives. L'activité économique a nul doute été durement touchée à la fin de juin et au début de juillet, mais il est impossible de savoir à quel point puisque le PIB réel de la province ne fait pas l'objet de statistiques mensuelles (ni même trimestrielles). Nous prévoyons toutefois que cet effet négatif sera plus qu'effacé d'ici la fin de l'année. Ultiment, les statistiques annuelles sur le PIB réel de 2013 donneront une image globale des dépenses et des travaux additionnels (y compris les heures supplémentaires) qu'auront nécessités la reconstruction, la réparation et le remplacement. En revanche, ces statistiques ne tiendront pas compte, essentiellement, de la destruction des propriétés et des dommages causés. Dans sa mise à jour budgétaire du premier trimestre, le gouvernement de l'Alberta a estimé que les inondations fourniront un apport de 0,2 point de pourcentage à la croissance en 2013, et de 0,4 point de pourcentage en 2014.

Signes de vigueur économique généralisés

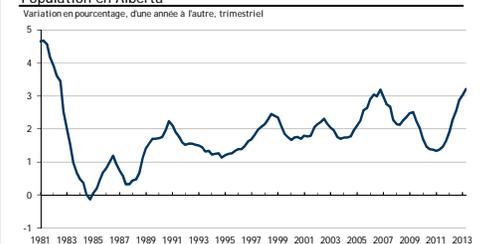
N'eut été les perturbations en milieu de l'année, l'économie albertaine aurait continué de se montrer très robuste à cette étape-ci. Malgré une certaine instabilité d'un mois sur l'autre, la production de pétrole brut se poursuivait encore à un rythme record ce printemps (avec des gains pour la production traditionnelle et non traditionnelle). Les exportations de marchandises ont aisément progressé de 4,8 % pendant les sept premiers mois de l'année par rapport à l'année précédente. L'emploi a inscrit une hausse marquée de 3,6 % sur un an en août. Au deuxième trimestre, la croissance démographique s'est révélée plus forte que jamais (3,2 %) depuis 1982. Les ventes au détail ont crû d'un impressionnant 6,5 % dans la première moitié de l'année. Les mises en chantier affichaient en juillet une progression cumulative de plus de 9 % par rapport à la même période l'an dernier. Les activités de revente sont également restées nettement en hausse. La construction non résidentielle a peut-être été stable par rapport à l'an dernier, mais le niveau est resté élevé d'un point de vue historique. Enfin, même si la production de gaz naturel a encore diminué, le repli a été le plus faible (-3,5 % de janvier à avril) depuis 2007. Bref, la plupart des indicateurs économiques laissent entrevoir un dynamisme important et soutenu dans la province. En plus de l'élan offert par les dépenses post-inondations, l'économie albertaine profitera aussi l'an prochain de l'augmentation prévue des dépenses d'investissement liées aux sables bitumineux, maintenant que les préoccupations antérieures relatives à la « bulle des sables bitumineux » se sont largement apaisées.

Emploi en Alberta



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Population en Alberta



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

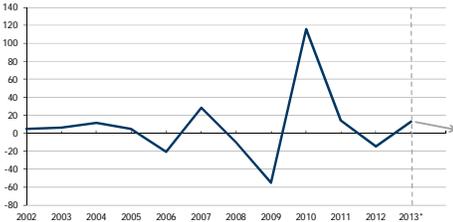
Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	5,1	3,8	3,2	4,1
Emploi	3,8	2,6	2,6	2,4
Taux de chômage (%)	5,5	4,6	4,7	4,3
Ventes au détail	6,8	6,9	6,6	5,4
Mises en chantier (unités)	25 704	33 396	35 500	32 000
Indice des prix à la consommation	2,4	1,1	1,7	1,8

Robert Hogue
Économiste principal

Production de potasse en Saskatchewan

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

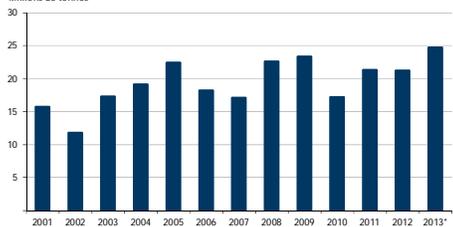


* Cumulatif jusqu'à juin

Source : Saskatchewan Industry and Resources, Recherche économique RBC

Production de blé, de canola et d'orge en Saskatchewan

Millions de tonnes



* Estimation de Statistique Canada

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	4,9	2,4	2,7	2,7
Emploi	0,3	2,1	3,5	1,7
Taux de chômage (%)	5,0	4,7	4,3	4,2
Ventes au détail	7,5	7,6	4,3	5,4
Mises en chantier (unités)	7 031	9 968	7 700	6 900
Indice des prix à la consommation	2,8	1,6	1,7	2,5

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

Incertitude des perspectives à court terme pour la potasse

Une question importante plane au-dessus des perspectives économiques de la Saskatchewan : la direction à court terme de la production de potasse, et des investissements connexes. Ce point a été mis en évidence après qu'un important producteur étranger (OAA Uralkali) eut annoncé en juillet qu'il prévoit fortement accroître sa production pour accaparer une plus grande part du marché mondial de la potasse. En Saskatchewan, la production de potasse avait augmenté de 13 % de janvier jusqu'au milieu de l'année, suivant la signature de contrats d'achat avec divers clients étrangers à la fin de 2012 et au début de 2013. Même si l'incertitude reste grande quant à la réaction des producteurs de la Saskatchewan, nous présumons, aux fins des présentes prévisions, que la production provinciale de potasse diminuera fortement par rapport au premier semestre, pour une croissance globale de 6,5 % en 2013. Nous supposons aussi que la décélération se poursuivra l'an prochain, jusqu'à un niveau de 4,5 %. En conséquence, nos prévisions de croissance pour le secteur minier parues dans le numéro de juin de *Perspectives provinciales*, qui étaient de 5 % pour cette année et l'année prochaine, ont été réduites pratiquement de moitié.

Progression limitée des dépenses d'investissement

La production accrue de potasse à l'étranger et la baisse correspondante de son prix représentent un risque manifeste de réduction des dépenses d'investissement dans ce secteur en Saskatchewan. Malgré cela, il y a eu des nouvelles positives à cet égard en août, car BHP Billiton a indiqué qu'elle prévoit consacrer 2,6 milliards de dollars additionnels à des travaux préparatoires pour sa mine de potasse Jansen au cours des prochaines années, en plus des 1,2 milliard de dollars déjà dépensés. Selon diverses estimations, l'ensemble du projet devrait coûter 16 milliards de dollars. Néanmoins, nous préférons rester prudents à l'égard des perspectives pour l'ensemble des dépenses de construction et prévoyons une hausse de seulement 1,5 % cette année. De plus, en raison de l'incertitude accrue sur le marché mondial de la potasse, nous avons réduit de presque moitié la hausse anticipée pour 2014, à 3,0 %, comparativement à ce que nous avions projeté au dernier trimestre. Notre prévision de dépenses de construction modestes pour cette année s'appuie sur la faiblesse implicite des dépenses d'investissement dans le sondage sur les intentions d'investissement mené par Statistique Canada en début d'année.

Un certain appui à la croissance offert par l'énergie et l'agriculture

Tempérant ces facteurs plus négatifs, le niveau historiquement élevé du prix du pétrole devrait soutenir la production et les investissements dans le secteur de l'énergie. Dans le secteur agricole, les estimations préliminaires pour 2013 tablent sur une hausse de 16 % de la production des trois principales cultures de la province.

Baisse de la croissance cette année et l'année prochaine

La révision en baisse des perspectives de production de potasse est le principal facteur ayant motivé la réduction des prévisions de croissance pour la Saskatchewan. Nous prévoyons maintenant une croissance de 2,7 % cette année et l'année prochaine, contre des prévisions précédentes de 2,9 % et 3,7 %, respectivement. L'écart cette année est plutôt modeste, en raison du brusque rebond de la production de potasse au premier semestre, des premières indications d'une forte hausse des récoltes de céréales et d'oléagineux, et de la persistance de cours pétroliers historiquement élevés. La révision en baisse pour 2014 est toutefois plus considérable, car la production de potasse sera freinée pendant toute l'année et le soutien robuste offert par l'agriculture devrait se dissiper si les conditions de culture restent normales – même si nous entrevoions des effets positifs découlant d'un modeste raffermissement de la production d'énergie et des dépenses d'investissement.

Le secteur manufacturier continue de décevoir

La reprise de l'économie manitobaine demeure freinée par des données manufacturières décevantes. Même si les ventes se sont un peu améliorées au deuxième trimestre de 2013, le niveau de l'activité dans la première moitié de l'année est resté inférieur à celui de l'an dernier. Cela s'explique probablement, en partie, par la faiblesse décevante de la reprise économique américaine, attribuable aux hausses d'impôt et aux réductions des dépenses publiques imposées au premier trimestre. L'assouplissement de ces restrictions budgétaires dans la deuxième moitié de l'année devrait contribuer au raffermissement de la demande d'exportations de machinerie et d'équipement de transport du Manitoba. Néanmoins, les récentes données décevantes nous ont incités à réduire de moitié nos prévisions de croissance manufacturière à 1,5 % pour cette année. Et lorsque la reprise américaine s'accélénera l'an prochain, cela devrait permettre à la croissance du secteur manufacturier de grimper à 3,5 %, une prévision inchangée par rapport au dernier trimestre.

Nouveau bond de la production d'électricité

L'étonnante augmentation de la production d'électricité dans la province atténue un peu la faiblesse de la production manufacturière. Les données publiées au cours du premier semestre augurent d'une hausse deux fois plus élevée que le gain implicite d'environ 5 % entrevu à l'issue du premier trimestre. En conséquence, nous prévoyons une croissance de la production des services publics de 6 % cette année, soit plus du double de notre hypothèse du dernier trimestre.

Hausse accrue de la production agricole

Selon les estimations initiales, la production des cultures de blé et de canola devrait croître de 6 % en 2013, un gain qui s'ajoutera à l'envolée de 50 % enregistrée en 2012 après les mauvaises récoltes des deux années précédentes. Cependant, cela va de pair avec notre prévision d'une décélération du secteur agricole à 3,5 % et à 2 % en 2013 et 2014, respectivement, après un bond de presque 15 % en 2012.

La construction, toujours un pilier de la croissance

Le secteur de la construction devrait selon nous rester un pilier de la croissance économique cette année et l'année prochaine, progressant en moyenne de près de 6 % chaque année. Ces prévisions concordent avec le sondage sur les intentions d'investissement de Statistique Canada publié plus tôt, qui laissait entrevoir une croissance robuste des dépenses liées à la construction non résidentielle cette année. Cette vigueur découle vraisemblablement de divers projets en cours, tels que l'expansion du RBC Convention Center Winnipeg, de nouveaux projets miniers et la construction d'un complexe hôtelier et commercial dans le centre-ville de Winnipeg. La construction résidentielle contribuera aussi à la croissance, mais de façon plus modeste cette année et l'année prochaine qu'en 2012. Cette prévision va de pair avec notre hypothèse d'une décélération des mises en chantier à 7 100 et 5 700 unités en 2013 et 2014, respectivement, par rapport au niveau de 7 200 unités enregistré en 2012, le niveau le plus élevé depuis 24 ans. Cependant, malgré ce ralentissement, les mises en chantier resteront supérieures à la moyenne sur 10 ans (5 300 unités) cette année et l'année prochaine, car la demande de logements demeure soutenue par une immigration élevée d'un point de vue historique.

Légère révision en baisse de la croissance en 2013

La révision en baisse de nos prévisions pour l'activité manufacturière est la principale raison pour laquelle nous avons légèrement modifié nos perspectives pour la croissance globale du PIB au Manitoba cette année, de 2,7 % à 2,5 %, une certaine compensation étant offerte par des indications d'une production d'électricité plus forte que prévue dans la province. Notre prévision d'une croissance de 2,5 % en 2014 reste la même qu'au dernier trimestre.

Livraisons manufacturières en Manitoba

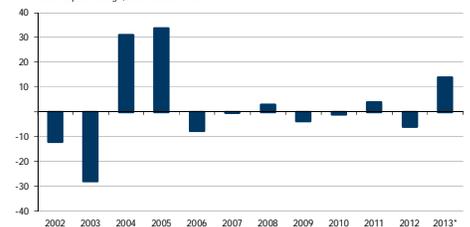
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Production d'électricité au Manitoba

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



*Cumulatif jusqu'à mai

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

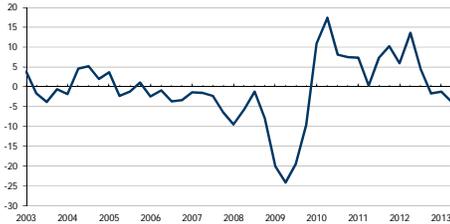
Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	2,0	2,7	2,5	2,6
Emploi	0,8	0,9	0,9	1,3
Taux de chômage (%)	5,4	5,3	5,4	5,1
Ventes au détail	4,5	1,6	3,9	4,4
Mises en chantier (unités)	6 083	7 242	7 100	5 700
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	2,3	2,1

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Livraisons manufacturières en Ontario

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Investissement résidentiel en Ontario

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	1,8	1,5	1,3	2,8
Emploi	1,8	0,8	1,4	1,4
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,4	7,1
Ventes au détail	3,6	1,6	2,2	4,1
Mises en chantier (unités)	67 821	76 742	61 000	57 500
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,2	1,8

Robert Hogue
Économiste principal

En attente d'un passage à une vitesse supérieure

Malgré des signes encourageants en début d'année, nous attendons encore que l'économie de l'Ontario passe à une vitesse supérieure. Les progrès réalisés au chapitre des exportations, que nous continuons d'entrevoir comme une source principale de croissance économique pour la province, ont pour ainsi dire stagné dans les derniers mois. Après avoir atteint un sommet inédit depuis cinq ans en 2012, la production provinciale de véhicules automobiles a ralenti. Au sein de la province, les consommateurs et les acheteurs de maisons demeurent actifs, mais leur capacité de stimulation de l'économie est limitée, alors que les entreprises restent généralement prudentes à l'égard des dépenses d'investissement. En bref, peu de signes témoignent du dynamisme économique accru que nous avons prévu en Ontario à cette étape-ci, et c'est pourquoi nous avons révisé en baisse nos prévisions de croissance du PIB réel pour 2013 à 1,3 %, comparativement au gain de 1,7 % prévu dans le numéro de juin de *Perspectives provinciales*. Malgré ce manque de dynamisme, nous continuons de prévoir que le raffermissement anticipé de la demande américaine stimulera les exportations de l'Ontario l'an prochain, contribuant à une remontée de la croissance du PIB réel à 2,8 % en 2014.

Manque de participation des constructeurs d'automobiles ontariens à l'essor du secteur

Il ne fait aucun doute que des développements économiques positifs ont été enregistrés en Ontario dans la première moitié de 2013. Parmi eux, il y a eu la résilience du secteur du logement et la vigueur des dépenses des consommateurs à l'égard de biens à prix élevé, comme les véhicules automobiles. Cependant, la faiblesse des exportations provinciales et de la production manufacturière a été décevante. En particulier, compte tenu du fort rebond de la demande et des ventes de véhicules légers en Amérique du Nord cette année, nous avons prévu que les constructeurs d'automobiles et fabricants de pièces continueraient à fortement hausser leur production cette année. Le fait que le nombre d'automobiles et de camions produits a fléchi de 7,9 % au cours des huit premiers mois de 2013 par rapport à la même période l'an dernier indique que l'Ontario perd du terrain par rapport à d'autres régions, notamment les États du sud des États-Unis et le Mexique. Nous craignons une fragilisation plus permanente de la position relative de l'Ontario dans ce secteur si les investissements visant à accroître la capacité de production demeurent insuffisants.

D'autres fabricants tardent aussi à afficher des gains sur les marchés d'exportation

Le secteur provincial de l'automobile n'a pas été le seul responsable de la stagnation des exportations de marchandises depuis le début de l'année. Les exportations de machinerie, de métaux de première transformation, de produits chimiques industriels et de papier ont également fléchi sur un an au premier semestre de 2013. Néanmoins, nous continuons de croire que le raffermissement de l'économie américaine stimulera la demande pour les biens et services de l'Ontario d'ici la fin de l'année et l'année prochaine, ouvrant la voie à une contribution positive du commerce extérieur à la croissance après des années d'incidence négative.

La construction résidentielle, une source stable d'activité économique

Même si le commerce extérieur s'est révélé décevant jusqu'à maintenant cette année, il n'y a pratiquement pas eu de vide à combler sur le plan de la construction résidentielle. La construction résidentielle (ou plutôt la construction de copropriétés) demeure une source d'activité stable dans la province ; les investissements résidentiels ont augmenté de 3,8 % sur un an au premier semestre de 2013. La croissance persistante de l'emploi a été un facteur important de la demande soutenue de logements. Cependant, nous prévoyons qu'un ralentissement de la croissance démographique et une hausse des taux hypothécaires pèseront sur les mises en chantier cette année et l'année prochaine. Les mises en chantier devraient selon nous fléchir de 76 700 unités en 2012 à 61 000 et 57 500 unités en 2013 et 2014, respectivement.

Au-delà de l'agitation récente

La terne croissance du Québec a traversé des turbulences au deuxième trimestre de 2013, et il est possible que l'activité économique ait temporairement fléchi sous l'influence d'un important ralentissement du secteur de la construction. Le redressement fort attendu des exportations a toutefois semblé en bonne voie (comparativement aux développements dans plusieurs autres provinces), ce qui est de bon augure pour une amélioration de la performance économique au deuxième semestre et, de façon plus manifeste, l'an prochain. Au Québec, nous prévoyons une croissance du PIB réel de 1,3 % en 2013, soit un peu plus que le gain de 1,0 % estimé en 2012, et une nouvelle accélération à 1,9 % en 2014, compte tenu d'une diminution du frein imposé par le secteur de la construction et d'une reprise des dépenses des ménages.

La baisse de l'activité dans le secteur de la construction a fortement miné les récents résultats

Après un début d'année raisonnable – le PIB réel ayant crû de 1,8 % à un rythme annualisé au premier trimestre –, il n'est pas impossible que l'économie du Québec ait subi une légère contraction au deuxième trimestre, selon les estimations mensuelles du PIB réel jusqu'en mai produites par l'*Institut de la statistique du Québec* (ISQ). Pendant cette période, plusieurs secteurs de l'économie ont fait preuve d'une certaine faiblesse, dont certains segments du secteur manufacturier, le commerce de gros et l'administration publique. Toutefois, le principal responsable du repli a été la construction. Des grèves importantes ont fortement perturbé le secteur québécois de la construction lors des deux dernières semaines de juin, bien que le ralentissement ait été observable bien avant le début des grèves. Tout au long de l'année, les mises en chantier mensuelles ont été nettement inférieures aux niveaux historiques, accusant un retard de 22 % sur la moyenne sur 10 ans au deuxième trimestre. En outre, les unités en construction ont perdu presque 9 % au deuxième trimestre par rapport à l'an dernier. À cause notamment des grèves, des reculs importants dans toutes les catégories d'investissements non résidentiels ont aussi miné la croissance au deuxième trimestre.

Un marché de l'emploi qui continue de décevoir

Le marché de l'emploi est un autre secteur de l'économie du Québec qui continue de décevoir. Il est vrai que les statistiques sur l'emploi ont affiché de curieuses variations au cours des deux dernières années, et que les récents développements pourraient n'être à nouveau qu'une volatilité statistique qui sera rapidement renversée, mais la perte nette de 51 000 emplois de janvier à août cette année (pour la plupart des emplois à temps plein et la majorité dans le secteur privé) pourrait aussi être une autre preuve de la turbulence qui a touché l'économie. Les perspectives d'emploi peu reluisantes sont fort susceptibles d'avoir pesé sur les consommateurs jusqu'à maintenant cette année, ceux-ci gardant leurs dépenses dans les magasins de détail à des niveaux essentiellement inchangés en termes réels.

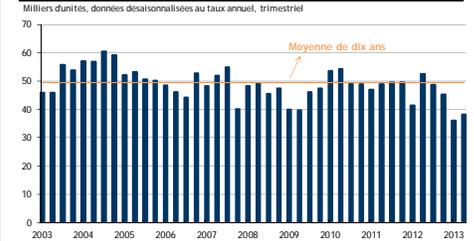
Les exportations se distinguent

En dépit des turbulences, des secteurs de l'économie québécoise conservent leur vitalité. Plusieurs segments du secteur manufacturier ont gagné du terrain depuis la fin de 2012, dont les métaux de première transformation, l'équipement de transport, les produits du bois, les produits chimiques, l'équipement électrique et les meubles. Cette croissance a surtout été enregistrée sur les marchés d'exportation. De fait, les principales marchandises d'exportation, comme l'aluminium, les avions et les pièces, l'électricité, la pâte de bois et le bois d'œuvre résineux, ont enregistré des gains notables depuis le début de l'année. Nous prévoyons que cette amélioration des résultats du Québec en matière de commerce extérieur se poursuivra au cours de la prochaine période.

Diminution de l'incidence négative de la construction l'an prochain

La nouvelle contribution du commerce extérieur à la croissance aura un effet positif plus marqué en 2014, alors que l'incidence négative de la construction devrait diminuer et que les dépenses des ménages devraient augmenter. Nous entrevoyons une stabilisation du recul de la construction résidentielle l'an prochain, et une légère hausse des mises en chantier depuis les niveaux déprimés de cette année. En outre, nous prévoyons que l'amélioration des perspectives d'emploi permettra une plus forte croissance des dépenses des ménages.

Mises en chantier au Québec



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement - Recherche économique RBC

Exportations de marchandises du Québec



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	1,9	1,0	1,3	1,9
Emploi	1,0	0,8	1,2	1,1
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,6	7,5
Ventes au détail	3,0	1,1	2,5	3,6
Mises en chantier (unités)	48 387	47 367	36 700	38 000
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	1,1	1,8

Robert Hogue
Économiste principal

Emploi au Nouveau Brunswick

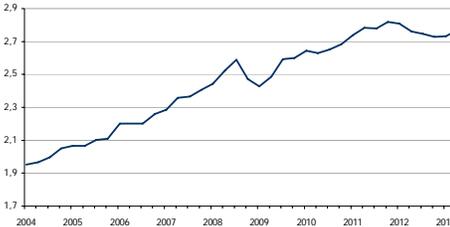
Milliers, moyenne mobile 3 mois



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Commerce de détail au Nouveau-Brunswick

\$ Milliards, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	0,0	-0,6	0,8	1,5
Emploi	-1,1	-0,2	-0,1	1,0
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,5	10,2
Ventes au détail	4,8	-0,7	1,1	3,2
Mises en chantier (unités)	3 452	3 299	2 900	3 000
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,9	1,8

Laura Cooper
Économiste

Naviguer sur une mer agitée

L'augmentation de l'activité économique aux États-Unis devrait aider à stimuler l'économie du Nouveau-Brunswick en 2013, même si nous croyons que la mer restera agitée. L'essor anticipé des exportations a été atténué par des replis dans le secteur de l'énergie depuis le début de l'année, limitant par conséquent le potentiel de répercussions positives sur l'économie intérieure. Des indications plus tôt cette année d'un redressement imminent du marché du travail ne se sont pas concrétisées et on prévoit maintenant que l'emploi restera essentiellement stable cette année, alors que les compressions budgétaires continuent de freiner l'activité économique. Malgré l'annonce de projets susceptibles de changer la donne dans la province, leur incidence à court terme sur l'activité économique devrait être limitée, la croissance prévue du PIB réel en 2013 étant de seulement 0,8 %. Le taux de croissance devrait selon nous presque doubler pour atteindre 1,5 % en 2014, grâce à des perspectives américaines encore plus prometteuses.

Amélioration des conditions prévue pour les principaux secteurs d'exportation

Les exportations nominales d'énergie ont fléchi sous les niveaux de l'an dernier au cours des sept premiers mois de l'année, contribuant à une détérioration notable de la balance commerciale internationale du Nouveau-Brunswick. Comme les travaux d'entretien des raffineries sont susceptibles de ralentir les exportations d'énergie à court terme, les progrès soutenus d'autres secteurs d'exportation clés devraient propulser l'activité économique jusqu'en 2014. Les exportations nominales de bois d'œuvre ont augmenté de belle façon depuis le début de l'année, malgré des baisses de prix, et le dynamisme devrait s'accélérer alors que l'on prévoit une hausse des mises en chantier américaines à un sommet de sept ans en 2014. En ce qui concerne l'exportation d'électricité, des gains additionnels devraient avoir une incidence positive après la résolution de problèmes à la centrale Point Lepreau. L'accélération graduelle de la production à l'usine de potasse agrandie de la région de Sussex en 2014 stimulera aussi les exportations provinciales.

Le marché provincial de l'emploi n'aura toutefois pas le vent dans les voiles

La progression de l'emploi dans la province en début d'année a été suivie de pertes d'emplois décevantes cet été. Nous prévoyons maintenant un faible repli de l'emploi de 0,1 % en 2013, constituant un quatrième recul annuel consécutif. Néanmoins, nous avons toujours bon espoir que les perspectives d'emploi s'amélioreront l'an prochain, une fois que l'économie sera plus fermement sur une trajectoire haussière. Les ventes ont rebondi dans les six premiers mois de l'année, par rapport aux creux de la fin de 2012. La récente hausse peut être en partie attribuée à la réalisation anticipée d'achats par les consommateurs, avant les hausses de l'impôt sur le revenu des particuliers mises en œuvre le 1er juillet. Elle pourrait aussi représenter le renversement d'une faiblesse induite à la fin de l'an dernier. Malgré le rebond, les ventes au détail sont restées à ce jour inférieures aux niveaux de 2012 pendant la majeure partie de l'année. Comme tout élan des dépenses de consommation attribuable aux hausses d'impôt devrait diminuer avec le temps, nous prévoyons que les ventes au détail augmenteront au rythme le plus lent du pays, cette année et l'année prochaine.

Incidence positive des grands projets de pipelines

Après un repli annuel de 20 % en 2012, la construction non résidentielle (excluant les projets d'ingénierie) a offert son premier gain trimestriel depuis plus de deux ans au deuxième trimestre. Même s'il n'est pas prévu que l'Oléoduc Énergie Est, un projet d'une valeur de 12 milliards de dollars, donne lieu à des livraisons de pétrole à Saint John avant 2018, et que plusieurs obstacles réglementaires demeurent, l'avancement du projet pourrait entraîner un regain de confiance et une reprise des dépenses d'investissement fort nécessaire dans la province. L'amélioration de la confiance et des perspectives d'emploi serait fort bienvenue pour aider à renverser le déficit migratoire interprovincial du Nouveau-Brunswick et la baisse absolue de la population adulte.

Alors que le gaz naturel coule, l'économie croît

La croissance économique de la Nouvelle-Écosse devrait redémarrer cette année. Cependant, nous avons réduit nos prévisions de reprise pour tenir compte d'autres retards pris par une nouvelle usine de production de gaz naturel au large des côtes de la province, et de l'hésitation dont semble faire preuve la reprise de l'activité intérieure. Comme l'augmentation graduelle de la production des installations extracôtières Deep Panuke aura lieu cet automne plutôt que cet été, le rebond anticipé du secteur du gaz naturel a été reporté et contribuera moins à la croissance du PIB réel en 2013, et un peu plus à la croissance en 2014. En conséquence, nous avons revu en baisse nos prévisions de croissance à 1,2 % pour 2013, avec une légère accélération à 2,3 % en 2014 grâce à d'autres gains modestes au sein de l'économie provinciale.

Le gaz naturel appuiera la croissance

En raison des travaux d'entretien des installations extracôtières de l'Île de Sable et des reculs continus liés à la maturation du gisement, la production de gaz naturel a chuté de presque 50 % au cours des sept premiers mois de 2013, ce qui a contribué à un plongeon de 88 % des exportations internationales de carburant pendant la même période. Dans l'ensemble, les exportations nominales ont toutefois bien résisté ; la croissance cumulative annuelle a surpassé celles des autres provinces grâce à un solide rebond des exportations vers les États-Unis jusqu'à maintenant cette année, après un recul en 2012. Le principal facteur de cette amélioration a été le redressement notable des exportations de produits de papier, alors que la papetière de Port Hawkesbury connaît sa première année complète de production depuis sa réouverture. Par ailleurs, l'augmentation de la production de gaz naturel attribuable au démarrage du projet Deep Panuke devrait soutenir le dynamisme des exportations provinciales en 2014.

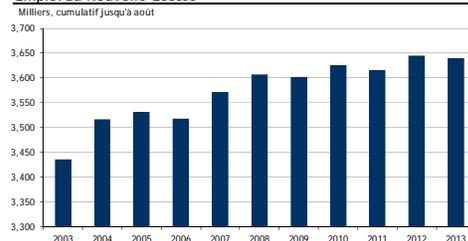
Faible croissance de l'emploi en 2013

Les signes d'une amélioration des perspectives d'emploi observés plus tôt dans la province ont disparu, l'emploi affichant un recul cumulatif annuel en août. Des pertes d'emplois dans le secteur privé ont éclipsé des gains étonnamment robustes au chapitre du travail indépendant. Selon nous, l'économie créera moins de 500 emplois en 2013, affichant pour une cinquième année de suite une croissance de l'emploi inférieure à 1,0 %. Malgré la morosité du marché du travail, les ventes au détail montrent des signes d'amélioration. Un dynamisme plus prononcé des dépenses de consommation globales est prévu en 2014, alors que la mise à jour budgétaire du premier trimestre a confirmé que la province est en voie de déclarer un léger excédent pour l'exercice en cours. L'atteinte d'un équilibre budgétaire permettra au gouvernement de la Nouvelle-Écosse d'annuler la hausse temporaire de sa partie de la taxe de vente harmonisée l'an prochain, la réduisant d'un point de pourcentage, comme elle avait promis de le faire lors de l'introduction de cette mesure en 2010.

Un signe des temps à venir...

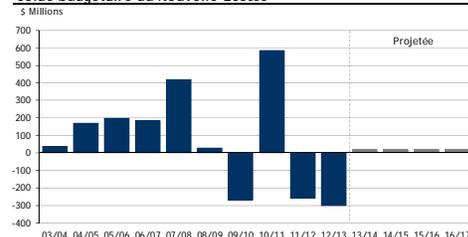
Compte tenu du démarrage de la production au projet Deep Panuke, et de l'augmentation graduelle des travaux relatifs à d'autres grands projets dans la province, le dynamisme de l'économie provinciale devrait croître. Une augmentation des travaux exploratoires extracôtiers est prévue l'an prochain, alors que British Petroleum et Shell effectueront une reconnaissance sismique de sites en eau profonde après avoir réalisé des soumissions records pour des droits d'exploration en 2012 et 2011, respectivement. En outre, l'approbation récente d'évaluations environnementales a constitué une avancée dans les calendriers de la mine de charbon Donkin et du projet Maritime Link, évalué à 1,5 milliard de dollars, dont l'entrée en activité est prévue en 2014 et 2017, respectivement. Même si la province attend impatiemment la cérémonie de découpage de tôles d'acier qui marquera le début du contrat de construction navale de 25 milliards de dollars sur 30 ans, la poursuite des travaux préparatoires au chantier naval Irving constitue un pas vers une activité économique accrue dans la province, malgré la diminution progressive de la production de navires semi-hauturiers en vertu d'un autre contrat en 2014.

Emploi au Nouvelle-Écosse



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Solde budgétaire du Nouvelle-Écosse



Source : Ministère des finances de la Nouvelle-Écosse, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

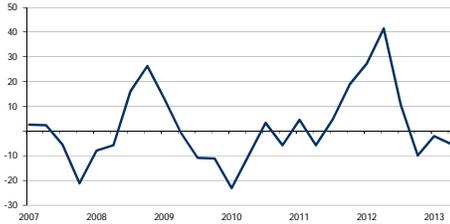
Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	0,5	0,2	1,2	2,3
Emploi	0,1	0,6	0,1	1,0
Taux de chômage (%)	8,8	9,0	8,9	8,7
Ventes au détail	3,6	1,0	1,7	3,6
Mises en chantier (unités)	4 644	4 522	3 900	3 800
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,4	1,9

Laura Cooper
Économiste

Exportations de marchandises de l'Île-du-Prince-Édouard

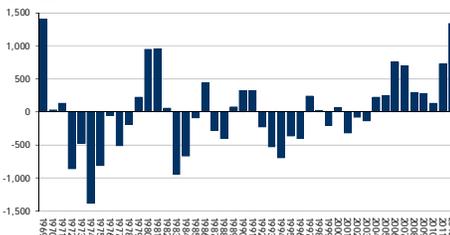
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Solde migratoire interprovincial de l'Île-du-Prince-Édouard

En nombre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	1,6	1,2	1,2	1,7
Emploi	1,9	1,1	2,3	1,1
Taux de chômage (%)	11,4	11,3	11,5	10,9
Ventes au détail	5,4	3,2	1,8	3,9
Mises en chantier (unités)	940	941	700	700
Indice des prix à la consommation	2,9	2,0	2,1	2,2

Laura Cooper
Économiste

Un moment de pause

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a perdu de la vitesse cette année et bien qu'une accélération de la croissance soit prévue en 2014, les moteurs de la croissance seront appelés à changer alors que l'économie intérieure ralentira et que le commerce extérieur se raffermira. D'après les indicateurs de l'activité économique, l'économie intérieure a atteint un plateau en début d'année, et sera vraisemblablement soumise à des pressions accrues compte tenu de difficultés démographiques persistantes et d'une intensification des contraintes budgétaires. Nous prévoyons toutefois que cet essoufflement de l'activité se produira dans un contexte de reprise des secteurs d'exportation après un lent départ en 2013. Le commerce extérieur appuiera selon nous une légère accélération du PIB réel à 1,7 % en 2014, après un gain estimé à 1,2 % en 2013.

Une pause des exportations avant leur envol

Après avoir grimpé à de nouveaux sommets en 2012, les résultats de la province en matière de commerce extérieur ont fléchi au premier semestre de 2013, les exportations dans le secteur de l'aérospatiale se rapprochant du sol. Les exportations nominales de pommes de terre, le principal produit agricole de la province, ont aussi baissé sous les niveaux de l'an dernier. Toutefois, le raffermissement du marché de la pomme de terre aux États-Unis, après qu'une récolte exceptionnelle eut réduit la demande américaine en 2012, devrait appuyer une croissance des exportations provinciales par rapport à l'an dernier, surtout pour les produits transformés comme les frites congelées. Compte tenu de l'obtention par la province d'un important contrat du gouvernement fédéral dans le secteur de l'aérospatiale, et d'investissements visant l'expansion de secteurs clés comme la pêche et l'énergie éolienne, la multiplication des occasions laisse croire que les secteurs d'exportation continueront d'aider la province à enregistrer une modeste croissance cette année et l'année prochaine.

Auparavant résiliente, l'économie intérieure atteint un plateau

Des gains d'emploi robustes plus tôt dans l'année ont cédé le pas à un relâchement du marché du travail, les pertes dans le secteur public ayant augmenté cet été. Malgré ce récent ralentissement, l'emploi a continué d'afficher une hausse de 2,6 % sur un an en août, ce qui est tout juste au-dessus de notre prévision de 2,3 % pour l'année. Une hausse de l'embauche dans le secteur privé devrait soutenir une croissance de l'emploi modeste en rythme annualisé d'ici la fin de l'année, avant de s'atténuer en 2014. Après avoir atteint un sommet record en début d'année, les mises en chantier ont poursuivi leur repli tandis qu'une hausse des ventes au détail est prévue en 2014. L'introduction de la taxe de vente harmonisée dans la province le 1er avril dernier ne semble pas avoir miné les dépenses de consommation puisque les ventes au détail ont continué de croître d'un mois sur l'autre après avril.

Difficultés démographiques accrues

La croissance démographique de l'Île-du-Prince-Édouard est entrée en territoire négatif cette année, car pour la première fois depuis plus de dix ans, le nombre net de migrants internationaux a baissé sous zéro en début d'année. En plus de ce recul, la province a continué de souffrir d'un exode des insulaires vers d'autres provinces, principalement vers l'Ontario, et ce, après avoir enregistré en 2012 la plus forte hausse depuis 1969 du nombre de migrants ayant choisi de s'établir dans d'autres provinces. L'augmentation des difficultés démographiques survient alors que le gouvernement prévoit durcir sa politique budgétaire au moyen d'une réduction de 27 % des dépenses d'investissement prévues cette année et d'une compression plus grande encore l'an prochain. Sur une note optimiste, l'île reste une destination de premier choix pour le tourisme de croisière. De fait, la hausse de 20 % du nombre de visiteurs prévue cette année par rapport à l'année dernière devrait contribuer à apaiser les craintes d'une baisse du secteur du tourisme, compte tenu de la diminution tant de la circulation sur le pont que des chambres-nuitées vendues jusqu'à maintenant cette année.

Partir lentement pour finir premier

Après qu'un recul marqué de la production de pétrole brut eut freiné la croissance économique de la province en 2012, Terre-Neuve-et-Labrador devrait jouir d'un regain de vigueur en 2013 malgré des signes de rendements sans relief jusqu'à maintenant cette année. Le ralentissement observé en début d'année a persisté au sein de l'économie intérieure, l'emploi reculant après avoir atteint un sommet jamais vu à la fin de 2012. Cependant, un rebond du secteur pétrolier et gazier ainsi qu'un raffermissement des conditions pour des projets miniers d'envergure d'ici la fin de l'année devraient propulser la province au sommet du classement des taux de croissance provinciaux en 2013. Comme la production pétrolière de l'an prochain ne pourra plus se comparer à des niveaux déprimés, la faiblesse persistante de l'économie intérieure devrait se répercuter sur l'économie globale ; un ralentissement de la croissance à 1,3 % est prévu en 2014, par rapport à un rythme élevé de 6,0 % en 2013 et à un recul estimé à 4,5 % en 2012.

Une production pétrolière mûre pour une reprise

Les travaux d'entretien des champs pétroliers extracôtiers ont grandement freiné la production de pétrole brut de mai à novembre 2012, et le redressement subséquent a été évident, la production se hissant au-dessus des niveaux de l'an dernier cet été. Les niveaux de production relativement stables prévus d'ici la fin de l'année devraient se traduire par un bond considérable de l'activité en rythme annuel pour l'ensemble de 2013. En l'absence d'un effet de base sur la production pétrolière l'an prochain, la croissance économique devrait ralentir. Toutefois, l'accélération graduelle des travaux liés au projet pétrolier extracôtier Hebron, l'approbation récente d'un troisième agrandissement du projet White Rose et la découverte de deux gisements de pétrole extracôtiers cet été permettront au principal moteur de la croissance économique de la province d'offrir des contributions soutenues à moyen terme.

Une amélioration des conditions d'extraction favorable à l'avancement des projets

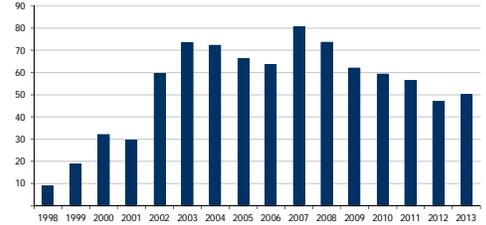
Des conditions incertaines sur les marchés des marchandises ont pesé sur l'activité minière dans la première moitié de l'année, bien que toute incidence négative sur les perspectives des projets d'envergure ait été limitée. La diminution des livraisons de minerai de fer et la baisse du prix ont incité Labrador Iron Mines à reporter des dépenses d'investissement non essentielles ; toutefois, comme le prix a remonté plus récemment et devrait rester à des niveaux historiquement élevés, une hausse des volumes de production est prévue. L'achèvement de l'usine de traitement de nickel de Long Harbour et l'augmentation subséquente de la production appuieront le secteur, tout comme l'accroissement prévu de la production du projet de minerai de fer de Direct Shipping et de la phase 2 du projet d'expansion d'Iron Ore Company of Canada en 2014. Les perspectives à moyen terme ont de plus été renforcées par la proposition d'expansion de la mine souterraine de Voisey's Bay plus tôt cette année. Des développements positifs feront plus que compenser le récent ralentissement, notamment le lancement du processus d'évaluation environnementale pour le projet Kami.

L'emploi peine à s'améliorer

L'essoufflement de l'emploi qui s'est amorcé dans la province après l'atteinte d'un sommet d'emploi record à la fin de l'an dernier a persisté au cours des derniers mois. Ce ralentissement s'est accompagné d'un abandon du marché du travail par un nombre accru de gens, ce qui s'est soldé par une baisse du taux de chômage. Une trajectoire haussière soutenue dans le secteur privé devrait participer à modérer l'incidence de futurs replis dans le secteur public. Nous prévoyons une croissance de l'emploi de 1,5 % en 2013 et de 1,4 % en 2014, des taux qui, dans les deux cas, sont très près de la moyenne nationale. Compte tenu des pertes d'emplois prévues après la fin du projet de Long Harbour, l'accélération des travaux pour les autres grands projets, dont le projet hydroélectrique de Muskrat Falls et le champ pétrolier extracôtier Hebron, devrait appuyer une modeste croissance de l'emploi et pourrait créer des conditions favorables à un retour d'une main-d'œuvre qualifiée dans la province.

Production de pétrole à Terre-Neuve-et-Labrador

Millions de barils, cumulatif jusqu'à juillet



Source : Canada-Newfoundland & Labrador Offshore Petroleum Board, Recherche économique RBC

Emploi à Terre-Neuve-et-Labrador

Milliers, moyenne mobile 3 mois



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	3,0	-4,5	6,0	1,3
Emploi	2,7	2,3	1,5	1,4
Taux de chômage (%)	12,7	12,5	11,8	11,5
Ventes au détail	5,3	4,6	4,5	4,0
Mises en chantier (unités)	3 488	3 885	3 100	3 200
Indice des prix à la consommation	3,4	2,1	1,8	2,0

Laura Cooper
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail			
	11	12P	13P	14P	11	12	13P	14P	11	12	13P	14P	11	12	13P	14P	11	12	13P	14P
T.-N. & L.	3,0	-4,5	6,0	1,3	2,7	2,3	1,5	1,4	12,7	12,5	11,8	11,5	3,5	3,9	3,1	3,2	5,3	4,6	4,5	4,0
Î.-P.-É.	1,6	1,2	1,2	1,7	1,9	1,1	2,3	1,1	11,4	11,3	11,5	10,9	0,9	0,9	0,7	0,7	5,4	3,2	1,8	3,9
N.-É.	0,5	0,2	1,2	2,3	0,1	0,6	0,1	1,0	8,8	9,0	8,9	8,7	4,6	4,5	3,9	3,8	3,6	1,0	1,7	3,6
N.-B.	0,0	-0,6	0,8	1,5	-1,1	-0,2	-0,1	1,0	9,5	10,2	10,5	10,2	3,5	3,3	2,9	3,0	4,8	-0,7	1,1	3,2
QUÉ.	1,9	1,0	1,3	1,9	1,0	0,8	1,2	1,1	7,8	7,8	7,6	7,5	48,4	47,4	36,7	38,0	3,0	1,1	2,5	3,6
ONT.	1,8	1,5	1,3	2,8	1,8	0,8	1,4	1,4	7,8	7,8	7,4	7,1	67,8	76,7	61,0	57,5	3,6	1,6	2,2	4,1
MAN.	2,0	2,7	2,5	2,6	0,8	0,9	0,9	1,3	5,4	5,3	5,4	5,1	6,1	7,2	7,1	5,7	4,5	1,6	3,9	4,4
SASK.	4,9	2,4	2,7	2,7	0,3	2,1	3,5	1,7	5,0	4,7	4,3	4,2	7,0	10,0	7,7	6,9	7,5	7,6	4,3	5,4
ALB.	5,1	3,8	3,2	4,1	3,8	2,6	2,6	2,4	5,5	4,6	4,7	4,3	25,7	33,4	35,5	32,0	6,8	6,9	6,6	5,4
C.-B.	2,8	1,8	1,5	2,7	0,8	1,7	0,2	1,4	7,5	6,7	6,7	6,5	26,4	27,5	26,5	23,5	3,2	1,9	2,1	4,1
CANADA	2,5	1,7	1,8	2,8	1,6	1,2	1,3	1,4	7,4	7,2	7,1	6,8	194	215	185	174	4,1	2,5	3,0	4,2

Tableau comparatif

2012, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	513	146	949	756	8 055	13 506	1 267	1 080	3 874	4 623
Produit intérieur brut (milliards \$) (2011)	33,6	5,4	37,0	32,2	345,8	654,6	55,9	74,7	295,3	217,7
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,6	4,9	35,5	28,7	326,0	614,5	54,8	58,9	285,2	210,0
Part des provinces dans le PIB canadien (%) (2011)	1,9	0,3	2,1	1,8	19,6	37,2	3,2	4,2	16,8	12,4
Croissance PIB réel (TAC, 2007-12, %)	-1,5	1,3	1,0	0,6	1,3	0,5	2,2	2,5	2,0	1,3
PIB réel par habitant (\$ 2007)	53 858	33 774	37 414	38 030	40 479	45 499	43 277	54 555	73 613	45 424
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2007-12, %)	-1,7	0,2	0,7	0,3	0,3	-0,5	1,0	1,0	0,0	-0,1
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	28 181	23 879	26 256	26 277	25 646	28 660	26 201	31 223	37 894	28 375
Croissance de l'emploi (TAC, 2007-12, %)	1,3	1,2	0,3	-0,3	0,8	0,7	1,0	1,3	1,5	0,8
Taux d'emploi (août 2013 %)	54,0	61,1	58,4	56,4	59,7	61,7	64,8	67,4	70,0	60,0
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jul 2013)	13,4	14,1	10,5	11,2	9,3	9,2	8,5	5,6	6,7	6,7
Production manufacturière (% du PIB)	4,7	8,9	7,8	11,0	13,7	12,9	10,0	7,0	7,5	6,8
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB) (2011)	41,0	69,8	69,7	60,9	58,2	56,6	58,2	40,5	40,5	62,2
Exportations (% du PIB) (2011)	39,9	18,5	20,9	47,4	25,7	32,8	28,0	44,0	33,1	22,7

Tableaux

Colombie-Britannique

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	196 997	199 228	194 334	200 550	206 180	209 974	213 123	218 963
	évolution (%)		1,1	-2,5	3,2	2,8	1,8	1,5	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 313	2 317	2 350
	évolution (%)	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,7	0,2	1,4
Taux de chômage	(%)	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,7	6,7	6,5
Ventes au détail	en millions de dollars	57 110	58 010	55 585	58 549	60 405	61 565	62 886	65 456
	évolution (%)	7,2	1,6	-4,2	5,3	3,2	1,9	2,1	4,1
Mises en chantier	unités	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	26 500	23 500
	évolution (%)	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-3,5	-11,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	119,4
	évolution (%)	1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	0,0	1,4

Alberta

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	258 850	262 864	251 286	261 457	274 717	285 156	294 281	306 347
	évolution (%)		1,6	-4,4	4,0	5,1	3,8	3,2	4,1
Nombre d'emplois	en milliers	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 150	2 205	2 259
	évolution (%)	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,6	2,6	2,4
Taux de chômage	(%)	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,6	4,7	4,3
Ventes au détail	en millions de dollars	61 528	61 668	56 546	59 910	64 005	68 452	72 990	76 950
	évolution (%)	9,9	0,2	-8,3	5,9	6,8	6,9	6,6	5,4
Mises en chantier	unités	48 336	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	35 500	32 000
	évolution (%)	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	6,3	-9,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	129,2	131,6
	évolution (%)	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,7	1,8

Saskatchewan

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 964	54 776	52 567	54 854	57 536	58 917	60 508	62 141
	évolution (%)		5,4	-4,0	4,4	4,9	2,4	2,7	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	504	513	519	524	526	537	556	566
	évolution (%)	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	2,1	3,5	1,7
Taux de chômage	(%)	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,3	4,2
Ventes au détail	en millions de dollars	13 248	14 848	14 804	15 336	16 489	17 749	18 506	19 510
	évolution (%)	13,9	12,1	-0,3	3,6	7,5	7,6	4,3	5,4
Mises en chantier	unités	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	7 700	6 900
	évolution (%)	61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-22,8	-10,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	126,1	129,3
	évolution (%)	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,7	2,5

Manitoba

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	49 264	51 241	51 056	52 319	53 370	54 832	56 203	57 687
	évolution (%)		4,0	-0,4	2,5	2,0	2,7	2,5	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	599	608	608	620	624	630	636	644
	évolution (%)	1,7	1,7	0,0	1,9	0,8	0,9	0,9	1,3
Taux de chômage	(%)	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	5,4	5,1
Ventes au détail	en millions de dollars	14 130	15 143	15 127	16 029	16 758	17 018	17 684	18 462
	évolution (%)	9,1	7,2	-0,1	6,0	4,5	1,6	3,9	4,4
Mises en chantier	unités	5 738	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 100	5 700
	évolution (%)	14,1	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	-2,0	-19,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,9	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,6
	évolution (%)	2,1	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	2,1

Ontario

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	597 907	596 722	575 726	594 319	605 180	614 500	622 734	640 420
	évolution (%)		-0,2	-3,5	3,2	1,8	1,5	1,3	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 784	6 881	6 977
	évolution (%)	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	0,8	1,4	1,4
Taux de chômage	(%)	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,4	7,1
Ventes au détail	en millions de dollars	146 324	152 160	148 797	156 904	162 530	165 177	168 781	175 727
	évolution (%)	3,9	4,0	-2,2	5,4	3,6	1,6	2,2	4,1
Mises en chantier	unités	68 123	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 000	57 500
	évolution (%)	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,5	-5,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,3	125,4
	évolution (%)	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,2	1,8

Québec

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	306 316	310 687	309 043	316 724	322 690	326 046	330 122	336 394
	évolution (%)		1,4	-0,5	2,5	1,9	1,0	1,3	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 984	4 032	4 077
	évolution (%)	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,8	1,2	1,1
Taux de chômage	(%)	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,8	7,6	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	90 403	94 809	93 736	99 551	102 505	103 648	106 285	110 103
	évolution (%)	4,5	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,1	2,5	3,6
Mises en chantier	unités	48 553	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	36 700	38 000
	évolution (%)	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-22,5	3,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	122,1	124,3
	évolution (%)	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	1,1	1,8

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	27 966	28 226	28 065	28 928	28 922	28 748	28 978	29 425
	évolution (%)		0,9	-0,6	3,1	0,0	-0,6	0,8	1,5
Nombre d'emplois	en milliers	357	359	360	356	352	351	351	355
	évolution (%)	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	-0,2	-0,1	1,0
Taux de chômage	(%)	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	10,2	10,5	10,2
Ventes au détail	en millions de dollars	9 415	10 028	10 105	10 608	11 118	11 041	11 162	11 517
	évolution (%)	6,2	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	1,1	3,2
Mises en chantier	unités	4 242	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 900	3 000
	évolution (%)	3,8	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-12,1	3,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	125,2
	évolution (%)	1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,9	1,8

Nouvelle-Écosse

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	33 853	34 685	34 581	35 243	35 424	35 495	35 921	36 747
	évolution (%)		2,5	-0,3	1,9	0,5	0,2	1,2	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	448	452	451	452	453	456	456	461
	évolution (%)	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	0,6	0,1	1,0
Taux de chômage	(%)	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	9,0	8,9	8,7
Ventes au détail	en millions de dollars	11 639	12 121	12 141	12 692	13 146	13 274	13 498	13 985
	évolution (%)	4,3	4,1	0,2	4,5	3,6	1,0	1,7	3,6
Mises en chantier	unités	4 750	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 900	3 800
	évolution (%)	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,8	-2,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,9	129,3
	évolution (%)	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,4	1,9

Île-du-Prince-Édouard

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 622	4 665	4 677	4 800	4 876	4 935	4 994	5 079
	évolution (%)		0,9	0,3	2,6	1,6	1,2	1,2	1,7
Nombre d'emplois	en milliers	69	70	69	71	72	73	74	75
	évolution (%)	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,1	2,3	1,1
Taux de chômage	(%)	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,3	11,5	10,9
Ventes au détail	en millions de dollars	1 624	1 707	1 687	1 777	1 873	1 934	1 969	2 045
	évolution (%)	7,4	5,1	-1,2	5,3	5,4	3,2	1,8	3,9
Mises en chantier	unités	750	712	877	756	940	941	700	700
	évolution (%)	1,6	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-25,6	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,1	130,9
	évolution (%)	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,1	2,2

Terre-Neuve-et-Labrador

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 736	29 425	26 388	28 058	28 912	27 611	29 268	29 660
	évolution (%)		-1,0	-10,3	6,3	3,0	-4,5	6,0	1,3
Nombre d'emplois	en milliers	216	219	212	219	225	231	234	237
	évolution (%)	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	2,3	1,5	1,4
Taux de chômage	(%)	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,5	11,8	11,5
Ventes au détail	en millions de dollars	6 535	7 019	7 124	7 446	7 841	8 200	8 572	8 916
	évolution (%)	8,6	7,4	1,5	4,5	5,3	4,6	4,5	4,0
Mises en chantier	unités	2 649	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	3 100	3 200
	évolution (%)	18,6	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-20,2	3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,2	128,7
	évolution (%)	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,8	2,0

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.